

Congrès AFSP Toulouse 2007

Atelier 11

« Comment les citoyens pensent-ils le politique ? Récents développements théoriques et empiriques »

THIEBAUT Cyrille

Centre de Recherches Politiques de Sorbonne, CRPS (Paris I)
Centre des Sciences Sociales de la Défense, C2SD (Ministère de la Défense)
thiebautcyrille@free.fr

<p>REFLEXION METHODOLOGIQUE : QUE PEUVENT APPORTER LES ETUDES DE RECEPTION A L'ANALYSE DU RAISONNEMENT POLITIQUE ? (L'opinion des Français sur l'Europe de la défense)</p>

Draft – ne pas citer sans l'autorisation de l'auteur. Merci.

Après la création du marché unique et de l'euro, la mise en place d'une politique étrangère et de défense commune est vue comme le prochain défi de la construction européenne. Les crises internationales survenues cette dernière décennie, à commencer par celle du Kosovo, et qui placent les Européens face à leur responsabilité, témoignent de l'actualité de la question. Les progrès que la diplomatie et la défense européennes enregistrent au fil des traités viennent la confirmer. Pourtant, comme toutes les questions de politique étrangère ou de défense en général, peu susceptibles d'affecter directement la vie quotidienne des populations et sur lesquelles il existe un certain consensus entre les partis gouvernementaux, celles-ci alimentent peu le débat public. Les opinions semblent désintéressées et sous-informées. Néanmoins, les questions concernant l'Europe de la défense reviennent souvent dans les sondages, ce qui révèle au moins une préoccupation des politiques pour ce sujet. Qu'en est-il du côté du public ?

La politique européenne de défense : un soutien suspect

D'après le baromètre du ministère de la Défense¹, une très large majorité des Français (plus de 80%, voire 92% en 2003) trouvent qu'une défense européenne est une bonne chose. De même, selon un baromètre IPSOS², plus de 80% des Français pensent qu'une politique de défense européenne est aujourd'hui essentielle ou souhaitable. Enfin, l'Eurobaromètre nous révèle que depuis 2002, en moyenne 78% des Français sont pour une politique européenne de sécurité et de défense (PESD)³, soutien qui s'est renforcé ces dernières années. Le plébiscite est stable dans le temps et toujours supérieur à la moyenne européenne. Ceci prêche à réfléchir sachant que le soutien au projet européen en général est bien plus faible. De plus, comme la

¹ « Les Français et la Défense », Ministère de la Défense, DICOd, de 1991 à 2005. Question posée depuis 2000.

² Baromètre IPSOS pour EADS, « l'Europe et ses moyens de défense », cinq vagues depuis 2000.

³ Eurobaromètre (EB) 66, rapport national France, automne 2006, p. 48. Bizarrement – car la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) relève de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) - le soutien à une politique étrangère commune est moins fort, mais reste élevé, autour des 66%.
http://ec.europa.eu/public_opinion/standard_fr.htm

politique étrangère et la défense sont des domaines qui dépassent les clivages partisans au nom de l'intérêt supérieur de la nation, et à ce titre relèvent des prérogatives étatiques - et plutôt du pouvoir exécutif en France -, la mise en place d'une politique commune peut sembler improbable⁴. Que veulent dire des pourcentages aussi élevés ? Quelles en sont les raisons ? Est-ce un soutien vide de sens ou le reflet d'une véritable opinion ?

La question mérite d'autant plus d'être posée que l'adhésion à l'Europe de la défense se nuance quand on prête attention à d'autres questions pourtant liées à cette thématique. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà dit, le soutien au projet européen en général, même s'il est majoritaire, est bien moins élevé. Comme l'Europe de la défense participe à ce projet, on pourrait s'étonner du décalage. Selon un sondage SOFRES⁵, seulement 53% des Français se sentent attachés à la construction européenne en 2004 (contre 44% qui ne le sont pas), 49% (et 50%) en 2001 et 57% (et 39%) en 2000. Dans ce même sondage, pour la première fois depuis 1994, plus de Français déclarent craindre les conséquences de la construction européenne que l'inverse : 48%, contre 46%. Selon un sondage CSA⁶, en décembre 2000 et 2002, il y a plus de Français qui se déclarent sceptiques ou opposés à la construction européenne (50 et 52%), que de Français qui se déclarent enthousiastes ou favorables (49 et 46%) ; en 2004, seulement 50% des Français se déclarent enthousiastes ou favorables, contre 49% sceptiques ou opposés. Enfin, selon l'Eurobaromètre, malgré des écarts pouvant aller jusqu'à treize points⁷, c'est environ 50% des Français qui pensent que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose - c'est-à-dire une faible majorité, en-dessous de la moyenne européenne -, alors que la part des Français qui pensent que ce n'est ni une bonne ni une mauvaise chose reste stable, et celle des Français qui pensent que c'est une mauvaise chose augmente très légèrement. Ainsi, le niveau d'attachement au projet européen global ne semble pas déterminer le fort soutien à la défense européenne.

Néanmoins, même si la réalisation d'une politique étrangère et de défense commune – voire la création d'une armée européenne – sont rarement vues comme des priorités pour les années à venir, la préservation de la paix et l'influence de l'Europe dans le monde (et même l'influence de la France via l'Europe) sont, au contraire, souvent parmi les premières réponses données à la question des bénéfices qu'a apportés la construction européenne. Qu'elle ne soit pas unanime sur le projet européen en général n'empêche pas l'opinion de lui reconnaître de solides avantages sur des questions particulières. Les principaux bénéfices étant la sécurité, la paix et l'influence de l'Europe, il peut sembler logique que l'opinion soutienne les politiques européennes qui les renforceraient, ce qu'incarneraient la PESC et la PESD.

Pourtant, quand on en vient à des questions qui mettent en jeu la souveraineté nationale sur ces sujets, certaines contradictions apparaissent, et le soutien à l'Europe de la défense est alors plus partagé. Selon l'Eurobaromètre, de 2002 à 2006, pour 56% de Français en moyenne, les décisions concernant la politique européenne de défense devraient être prises par l'UE et pour 20% par le gouvernement national (pour 11% par l'Otan). Ceci semble indiquer que l'adhésion à l'Europe de la défense se maintient même si l'autonomie de décision au niveau des gouvernements nationaux est remise en cause. Cette tendance est confirmée en 2006 et en 2005 par une autre question de l'Eurobaromètre qui révèle que pour 71 et 74% des Français, les décisions devraient être prises en commun au niveau européen dans le domaine de la défense et de la politique étrangère plutôt qu'au niveau national⁸ (26 et 23%). Mais les années précédentes, la question ne se posait pas dans ces termes : il y avait

⁴ D'ailleurs, la PESD relève du second pilier de l'Union européenne. Elle est donc une politique intergouvernementale et non pas communautaire, ce qui implique des décisions prises à l'unanimité, et donc un droit de veto des pays membres.

⁵ SOFRES pour EDF, « Les Français et l'Europe », avril 2004.

⁶ CSA pour La Croix, « Les Français et la construction européenne », avril 2004.

⁷ EB 66, rapport national France, p. 33.

⁸ EB 66 et 64, rapport national France : « Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises au niveau national ou en commun au niveau européen ? La défense et la politique étrangère ».

d'un côté la politique étrangère, et de l'autre la défense. On remarque alors qu'il y a une forte différence entre la politique étrangère et la défense d'une part, et que l'attachement au niveau européen baisse au profit du niveau national pour ce qui est de la défense d'autre part. Ainsi, en 2002, 2003 et 2004, 78, 78 et 72% des Français pensent que les décisions concernant la politique étrangère devraient être prises en commun au niveau européen⁹, mais seulement 50, 50 et 58% le pensent en ce qui concerne la défense¹⁰. Est-ce parce que l'alternative entre intégration européenne et prérogative nationale apparaît clairement que le soutien à une défense commune baisse autant ici ? C'est ce que confirmeraient les résultats à une question du Transatlantic Trends (TT) 2006¹¹ : « Certains disent qu'afin que l'Union Européenne puisse assumer un rôle international plus important, elle doit faire certaines choses. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes ? Si l'Union européenne devait décider d'utiliser la force militaire, la France devrait se soumettre à cette décision, même si elle n'est pas d'accord » : 41% des Français se déclarent d'accord contre 57% qui ne le sont pas. Apparemment, les Français ne seraient pas prêts à assumer jusqu'au bout les conséquences d'une politique européenne de défense intégrée. Pourtant, en ce qui concerne la politique étrangère, le transfert de souveraineté - ou au moins de compétences - au niveau européen ne gênerait pas l'opinion française. A la question du TT qui est le pendant de celle ci-dessus, mais qui concerne la politique étrangère, le rapport est inversé, et les réponses confirment les données de l'Eurobaromètre : « L'Union européenne devrait avoir son propre ministre des Affaires étrangères, même si la France n'est pas toujours d'accord avec les positions prises » : 69% approuvent contre 29%.

Nous supposons qu'une des raisons de ces contradictions est à chercher du côté des différences de formulation des questions qui ont de grande chance d'influencer les réponses. La première question de l'Eurobaromètre qui nous intéresse est : « Selon vous, à quel niveau devraient être prises les décisions concernant la politique européenne de défense ? Au niveau de l'UE, du gouvernement national, de l'Otan » ; quant à la seconde, elle se pose dans ces termes : « Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises au niveau national ou en commun au niveau européen ? La défense ». Dans la première, on parle précisément de la *politique européenne de défense*, il semble donc logique que l'Union européenne soit le niveau de décision préféré. Dans la seconde, il ne s'agit plus de la politique européenne de défense, mais de *la défense*, sans autre précision. Or, on ne sait pas comment les individus se représentent « la défense » : pensent-ils uniquement à des opérations extérieures, ou aussi à la défense du territoire national ? Prennent-ils en considération la question des options stratégiques propres à chaque pays (par exemple, la dissuasion nucléaire) ? Pensent-ils aussi aux équipements militaires, et aux économies qu'une coopération européenne en ce domaine permettrait ? Etc. On pourrait penser à de nombreuses autres représentations que le mot « défense » susciterait. De plus, dans la seconde question, l'alternative concerne uniquement le niveau européen ou le niveau national (il n'y a plus l'Otan), soulignant ainsi la problématique du transfert de souveraineté - ou de l'intégration européenne - qui ressort d'autant plus que cette question est aussi posée pour d'autres domaines que la défense¹². Nous avons déjà vu que, concernant cette dernière question, le taux de réponses en faveur du niveau européen est plus faible lorsque la défense est seule (comme dans les Eurobaromètres 58, 60 et 62) que lorsqu'elle est associée à la politique étrangère (EB 64 et 66). Or, une prise de décision au niveau européen pour ce qui est de la politique étrangère est préférée par les Français selon les sondages précédents : il y a donc des

⁹ Ce qui confirme le niveau de soutien à une politique étrangère commune (autour de 66%, cf. note 3).

¹⁰ EB 58, 60, 62, rapport national France. Les années précédentes, le niveau national était même préféré au niveau européen pour ce qui est de la défense.

¹¹ Transatlantic Trends du German Marshall Fund of the US: <http://www.transatlantictrends.org/trends/>. Enquête menée par les instituts TNS Opinion aux Etats-Unis, en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie, aux Pays-Bas, en Pologne (de 2002 à 2006), au Portugal (de 2003 à 2006), en Espagne, en Slovaquie, en Turquie (2005 et 2006), en Bulgarie et en Roumanie (2006).

¹² La question est aussi posée concernant l'énergie, l'immigration, le chômage, etc.

chances que dans les EB 64 et 66, les réponses favorables s'appliquent plutôt à la politique étrangère qu'à la défense. Pourtant, dans une enquête SOFRES¹³, à la question « Pour être le plus efficace possible face à chacune de ces questions ou chacun de ces problèmes, diriez-vous qu'il vous paraît préférable d'adopter des mesures à l'échelle européenne ou à l'échelle nationale ? Les questions de défense et l'envoi des troupes à l'étranger », 62% des Français favorisent l'échelle européenne contre 32% l'échelle nationale. Ceci semble contredire les données des EB 58, 60 et 62. Mais ce n'est pas si sûr. Tout d'abord, l'enquête SOFRES s'est déroulée en 2004. Or, en 2004, dans l'Eurobaromètre, 58% des Français ont déclaré préférer le niveau européen pour une prise de décision concernant la défense, ce qui n'est pas très éloigné du résultat du sondage SOFRES (62%). Il existe cependant bien une différence de 4 points entre les deux, mais il est possible que l'intitulé de la question joue ici aussi. Dans l'Eurobaromètre, on parle de *décisions* et de *défense* sans autre précision ; la question SOFRES parle elle de *mesures pour être le plus efficace possible* d'une part, et de *questions de défense et l'envoi de troupes à l'étranger* d'autre part. Nous avons dit plus haut que la façon dont les individus se représentent « la défense » pouvait importer pour les réponses. Etant donné les précisions apportées dans l'intitulé de la question SOFRES, il est vraisemblable que le niveau européen soit préféré au niveau national, une opération multilatérale étant en général mieux perçue qu'une opération strictement nationale, pour des raisons de légitimité et d'efficacité justement.

Enfin, la question du TT 2006 tire la conséquence de ce que pourrait vouloir dire une intégration européenne de la défense, à savoir que « si l'Union européenne devait décider d'utiliser la force militaire, la France devrait se soumettre à cette décision, même si elle n'est pas d'accord », ce qui peut faire peur. En effet, décider d'envoyer des soldats français en opération est une chose, se voir contraint de le faire en est une autre. Autrement dit, les Français – même s'ils manquent de connaissances sur la PESD – sont satisfaits de son caractère intergouvernemental actuel (qui suppose qu'un pays ne voulant pas s'engager dans une action peut s'abstenir), et ne souhaitent pas que la défense relève d'une politique communautaire, avec une prise de décision à la majorité plutôt qu'à l'unanimité. L'adhésion à la PESD se limiterait donc à sa forme actuelle, qui garantit l'autonomie de décision nationale. Ceci pourrait d'ailleurs expliquer le décalage relevé plus haut entre le fort soutien à la PESD et le plus faible attachement au projet européen global : le transfert de compétences, voire de souveraineté, au profit de l'UE que suppose la construction européenne peut être la raison d'un soutien général plus faible que celui montré à la PESD, qui relève d'une coopération entre gouvernements nationaux, et non d'une politique communautaire comme dans d'autres domaines. D'ailleurs, la part des Français pour l'évolution vers une union politique européenne, qui sous-entend une intégration plus poussée, est relativement peu élevée, et en dessous de la moyenne européenne : 50% en 2003, 52% en 2005 et 2004, 49% en 2006¹⁴. Dans l'absolu donc, tant qu'il n'est pas question de remettre en cause les prérogatives nationales, l'Europe de la défense jouit d'un fort soutien. Mais dès que la question du transfert de souveraineté se pose, l'adhésion à une défense européenne suit la tendance générale et tombe aux environs de 50%, voire peut devenir minoritaire.

Il est parfaitement compréhensible que le soutien à une défense commune soit moins fort lorsque la question propose des alternatives (UE *versus* gouvernement national pour ce qui est de la prise de décision), ou met en exergue son ultime conséquence (la soumission de la France à une décision qu'elle désapprouve), que lorsqu'il s'agit juste de dire si on est pour ou contre. Mais pourquoi ce décalage entre politique étrangère et défense, alors que, par ailleurs, le soutien à la PESD est moins élevé que celui à la PESD ? Pourquoi l'alternative entre décision au niveau national et décision au niveau européen affecte bien moins le soutien

¹³ SOFRES pour la Fondation Robert Schuman, avril 2004, « Les sentiments des Français à l'égard de l'Europe », cité dans O. Duhamel, B. Teinturier, *L'Etat de l'opinion 2005*, p. 207.

¹⁴ EB 60, 62, 64, 66, rapports nationaux France : « Etes-vous pour ou contre l'évolution vers une union politique européenne ? ».

à une politique étrangère européenne qu'à une politique de défense commune ? La première explication qui nous vient à l'esprit tient aux représentations que se font les individus de la politique étrangère d'une part et de la défense d'autre part. Apparemment, le transfert de souveraineté pour ce qui est de la première semble moins coûteux et/ou plus bénéfique qu'un transfert de souveraineté pour ce qui est de la seconde. Dit autrement, on pourrait imaginer que le bénéfice d'une position diplomatique commune – à savoir une influence sur la scène internationale plus forte que si chaque pays prenait position de façon isolée – est supérieur à son coût, d'autant que l'impression, répandue, parmi les Européens de partager des valeurs et des intérêts communs fait que cette coopération européenne existe d'ores et déjà dans les faits, du moins le plus souvent. Par contre, s'agissant de la défense, les bénéfices de l'intégration dans ce domaine – par exemple, une coopération industrielle qui permettrait des économies, ou le partage du fardeau dans des opérations extérieures, ou encore le gain de légitimité d'une mission multinationale comparée à une mission strictement nationale – semblent inférieurs aux coûts qu'elle engagerait – envoyer des soldats risquer leur vie pour une mission que la France désapprouve, remettre en cause de grandes orientations stratégiques jugées essentielles à la défense du territoire et de la nation, etc. Cette analyse en termes de coûts et bénéfices n'est, évidemment, qu'une explication possible. Une autre explication serait que la politique étrangère semble plus abstraite que les questions de défense : parce que les individus ne voient pas bien ce qu'implique une prise de décision commune pour ce qui est de la diplomatie, il leur semble moins risqué de s'y rallier que pour ce qui est de la défense. Comparons par exemple les deux questions du Transatlantic Trends : l'une propose que « Si l'Union européenne devait décider d'utiliser la force militaire, la France devrait se soumettre à cette décision, même si elle n'est pas d'accord » ; l'autre dit que « L'Union européenne devrait avoir son propre ministre des Affaires étrangères, même si la France n'est pas toujours d'accord avec les positions prises ». Dans la seconde proposition, les implications de l'existence d'un ministre européen des Affaires étrangères n'apparaissent pas clairement : il n'est pas dit que si la France n'était pas d'accord, elle devrait se soumettre à la prise de position du ministre européen. Or, dans un sondage SOFRES antérieur¹⁵, une minorité (38%) avait souhaité qu'il y ait « une politique étrangère unique de l'Union européenne, décidée par les quinze Etats membres et qui s'impose à tous » contre 56% qui préfèrent que « chaque Etat conserve sa propre politique étrangère, comme actuellement ». Il ne s'agit plus d'un enjeu indéfini comme pour la question de l'Eurobaromètre¹⁶ ou même du Transatlantic Trends ; au contraire, les implications potentielles sont clairement évoquées (elle « s'impose à tous ») et agissent sûrement comme stimuli sur les interviewés. Le libellé de la question joue ici aussi, et qu'il s'agisse de politique étrangère ou de défense, le soutien n'est élevé que dans la mesure où ces politiques ne remettent pas en cause les prérogatives nationales, donc qu'elles restent intergouvernementales.

Ainsi, il semble que la raison du fort soutien que rencontre la PESD dans les sondages ne tient pas à un souhait d'une plus grande intégration européenne globale, puisque vu sous cet angle, le soutien, même s'il reste majoritaire, baisse fortement. Ce n'est pas tant ce à quoi pensent les citoyens qui importe quand ils disent être favorables à plus de 80% à une coopération européenne en matière de défense, que ce à quoi ils ne pensent pas, en l'occurrence un potentiel transfert de compétences. Alors, comment les citoyens français se représentent-ils la PESD et quels bénéfices y attachent-ils pour que leur soutien soit si élevé dans l'absolu ?

Sans rentrer dans les détails de l'histoire de l'Europe de la défense, l'autre grande thématique qui lui est attachée est la question des relations avec les Etats-Unis et l'Otan, qui représente l'un des principaux enjeux de sa mise en place. Sur ce point, la position française, n'est pas partagée par l'ensemble des pays membres de l'Union européenne. Pour beaucoup,

¹⁵ SOFRES, mai 2000, « Les Français et l'Europe ».

¹⁶ Cf. note 8.

notamment les pays de l'Est et la Grande-Bretagne, l'Otan – sous l'égide des Etats-Unis – est l'organisation en charge de la défense européenne. Une défense commune n'est alors envisageable que dans la mesure où elle ne ferait pas doublon avec l'Alliance atlantique et n'empièterait pas sur ses prérogatives et compétences, mais au contraire renforcerait le pilier européen de l'Otan. Par ailleurs, pour certains pays, le projet européen est avant tout économique et une intégration politique poussée, qui comprendrait la politique étrangère, la sécurité et la défense, n'est pas encore à l'ordre du jour. Au contraire, la France considère qu'une Europe politique sans politique étrangère ou de défense est vide de sens¹⁷, car l'Europe doit avoir les moyens, civils et militaires, de défendre ses intérêts dans le monde, intérêts que ne partagent pas toujours les Etats-Unis ou l'Otan. Ainsi, la France considère qu'il n'est pas question de dupliquer l'Otan par la mise en place d'une PESD, mais bien de renforcer l'Europe politique pour la rendre autonome, et doter l'UE de moyens qui en feraient une puissance. Cette « Europe-puissance » s'inscrit dans la vision d'un monde multipolaire, défendue dernièrement par Jacques Chirac, dans lequel l'Europe constituerait un pôle indépendant en vue de rééquilibrer l'influence, parfois jugée envahissante, des Etats-Unis. La position particulière de la France peut s'expliquer de différentes façons. Notamment, et dit de façon grossière, par la tradition d'autonomie héritée de Charles de Gaulle en matière de politique étrangère et de défense¹⁸, et entretenue par François Mitterrand et Jacques Chirac¹⁹. Cependant, la scène internationale étant ce qu'elle est aujourd'hui, les pays européens, y compris la France, savent qu'ils ne peuvent pas peser sur celle-ci de façon individuelle, et qu'ils doivent s'associer. Cette association européenne au niveau de la politique étrangère et de la défense est perçue par certains comme un moyen de prolonger l'autonomie de la France face aux Etats-Unis dans ces domaines. De plus, la France, avec la Grande-Bretagne, est le seul pays européen disposant d'une défense conséquente²⁰, qui, si elle n'est pas suffisante pour lui permettre de toujours peser sur la scène internationale, lui donne néanmoins un rôle de leader dans la mise en place de la PESD²¹. On pourrait donc penser que les Français, bien qu'attachés à leur indépendance nationale, mais conscients des limites de celle-ci, verraient en l'Europe de la défense un moyen de se soustraire à l'hégémonie des Etats-Unis, ou du moins, un moyen de peser face à eux. Sans pour autant parler d'anti-américanisme, on peut voir là une des raisons au soutien si élevé que rencontre la PESD.

Les données paraissent confirmer cette hypothèse. Tout d'abord, l'image des Etats-Unis comparée à celle de l'Europe est moins bonne. Selon le Transatlantic Trends, depuis 2002, en moyenne 65 % des Français pensent qu'il n'est pas souhaitable que les Etats-Unis exercent un fort leadership dans les affaires internationales (contre 31% souhaitable), alors que s'il s'agit de l'Union européenne, le rapport s'inverse : en moyenne 77% des Français pensent qu'il est souhaitable que celle-ci exerce un fort leadership (contre 18% pas souhaitable)²². D'après les

¹⁷ Jacques Chirac, intervention télévisée, 14 juillet 1999 : « *L'Europe n'existera véritablement que lorsqu'elle aura une capacité d'intervention et de défense* ». Discours à l'IHEDN, 8 juin 2001 : « *Disposant déjà d'une large gamme d'instruments économiques, financiers, humanitaires, l'Europe, en se dotant d'une capacité d'action militaire, devient un acteur politique complet* ».

¹⁸ De Gaulle retira la France du commandement intégré de l'Otan en 1966, au nom de l'autonomie, mais la France est restée membre des structures politiques de l'Otan et a continué à participer à ses opérations. Il est aussi à l'origine du Plan Fouchet, en 1961, finalement rejeté par les autres pays européens.

¹⁹ Voir, par exemple, H. Védérine, *Continuer l'Histoire*, Paris : Fayard, 2007.

²⁰ En termes d'hommes, d'équipement et de budget. C'est aussi le seul pays européen, avec la Grande-Bretagne, qui dispose de l'arme nucléaire et d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

²¹ Pour plus de précisions sur ces sujets, voir entre autres : F. Bozo, *La France et l'Alliance atlantique depuis la fin de la guerre froide, le modèle gaullien en question: 1989-1999*, Paris: Centre d'études d'histoire de la défense, 2001 ; H. Burgelin, *L'Europe: prolongement ou alternative à une défense nationale*, Paris: Publisud, 2002 ; A. Dumoulin, R. Mathieu, G. Sarlet, *La politique européenne de sécurité et de défense (PESD): de l'opérateur à l'identitaire*, Bruxelles: Bruylant, 2003 ; N. Gnesotto, *EU Security and Defence Policy. The first five years (1999-2004)*, Paris-UE: European Institute for Security Studies, 2004.

²² La question a été posée de 2002 à 2006 aux Etats-Unis, mais seulement en 2002, 2005 et 2006 dans les pays européens. En 2006, 30% des Français pensaient qu'il est souhaitable que les Etats-Unis exercent un fort

Eurobaromètres, en moyenne 68% des Français depuis 2003 pensent que les Etats-Unis jouent un rôle négatif en ce qui concerne la paix dans le monde, alors que 67% pensent que l'UE joue, elle, un rôle positif. Cette mauvaise image des Etats-Unis peut expliquer le souhait affiché par l'opinion française d'une politique étrangère et de défense européenne qui soit indépendante de celle des Américains. Ainsi, selon les Eurobaromètres de l'automne 2004 et 2003, 84 et 85% des Français déclarent que la politique étrangère de l'UE devrait être autonome par rapport à la politique étrangère américaine, contre 10 et 8%. A la question du TT, « pensez-vous que le partenariat pour les affaires de sécurité et de diplomatie entre les Etats-Unis et l'Union européenne devrait se renforcer, rester à peu près le même ou est-ce que l'Union européenne devrait avoir une approche plus indépendante des Etats-Unis », la dernière option emporte la majorité des Français en 2006 : 57% (contre 30% pour « se renforcer » et 10% pour « rester à peu près le même ») ; en 2005, c'est même 69% des Français qui souhaitaient que l'Union européenne ait une approche plus indépendante de celle des Etats-Unis. Dans le même sondage, en 2004, 71% des Français approuvent la proposition « l'Europe doit renforcer sa puissance militaire pour être capable de protéger ses intérêts indépendamment des Etats-Unis ». Enfin, selon le baromètre IPSOS-EADS, en moyenne 81% des Français pensent que l'Europe devrait pouvoir faire intervenir ses forces sans l'appui des Etats-Unis²³. Cependant, ces résultats ne révèlent pas une opposition aux Etats-Unis à proprement parler, mais montrent plutôt que les Français veulent pour l'Europe une autonomie quant aux moyens et à la prise de décision en matière de défense et de diplomatie.

La question des alliances militaires, notamment celle de l'Otan, est un peu plus complexe. En effet, souhaiter une politique étrangère et de défense européenne autonome ne veut pas pour autant dire rejeter l'Otan, et *in fine* l'alliance avec les Etats-Unis. On se rend compte que là aussi, l'intitulé des questions peut influencer les réponses. Par exemple, selon le TT, depuis 2002, pour une majorité des Français, l'Otan reste indispensable à la sécurité de la France (61% en 2002, 57% en 2004, 58% en 2005, 59% en 2006). Mais cela n'empêchait pas 71% des Français de se déclarer d'accord avec l'affirmation que « L'OTAN est dominée par les Etats-Unis, l'Europe devrait avoir sa propre alliance de défense séparée des Etats-Unis » dans le TT 2005. Si la question impose de faire un choix entre l'Otan et l'Union européenne, c'est la seconde qui est préférée. Ainsi, l'Eurobaromètre, depuis 2002, révèle que, pour 56% de Français en moyenne, les décisions concernant la politique européenne de défense devraient être prises par l'UE, contre 11% qui citent l'Otan. Mais on parle ici de *politique européenne de défense*, on ne parle pas d'alliance précisément. Or, d'après le baromètre du ministère de la Défense, pour ce qui est *d'assurer la sécurité de la France*, l'option « participer à une alliance militaire entre les pays de l'UE mais indépendante des Etats-Unis » est déclarée meilleure que l'option « participer à une alliance militaire entre les pays de l'Union européenne et les Etats-Unis » seulement depuis 2001, alors que la question est posée depuis 1991. Mais, en 2000, une nouvelle option est introduite : « réintégrer l'Otan », qui draine des réponses qui auraient pu se porter sur une alliance militaire UE/ Etats-Unis. Ainsi, de 1991 à 1999 inclus, 44% des Français considèrent qu'une alliance militaire UE/ Etats-Unis est meilleure pour assurer la sécurité de la France, contre 30% préférant une alliance militaire entre les pays de l'UE mais indépendante des Etats-Unis. En 2000, l'alliance militaire avec les Etats-Unis encaissent une chute de 10 points (35%), mais la nouvelle option « réintégrer l'Otan » recueille 14% des opinions, alors que l'alliance strictement européenne est à 31%. De 2001 à 2005, l'alternative « réintégrer l'Otan » reste stable autour des 14% ; l'alliance militaire entre les pays de l'UE uniquement connaît une forte hausse entre 2003 (37%) et 2004 (45%), sûrement en réaction à la crise irakienne, et qui se confirme en 2005 (44%) ; enfin, l'alliance UE/ Etats-Unis, après un sursaut entre 2001 (29%) et 2002 (37%) –

leadership dans les relations internationales (65% pas souhaitable) contre 67% pour l'Union européenne (et 28%).

²³ Il faut remarquer que pour toutes ces questions, la France est au-dessus de la moyenne européenne, c'est-à-dire qu'elle fait preuve de plus de volonté d'indépendance que les autres pays européens.

sûrement dû aux attentats du 11 septembre 2001 – ne fait que baisser pour atteindre 27% en 2005. Finalement, en 2004 et 2005, les Français préfèrent l’alliance militaire entre les pays européens uniquement, même si on additionne les scores de l’alliance avec les Etats-Unis à ceux de la réintégration de l’Otan (45 et 44% contre 41%). Mais cette préférence est faible, comparé aux résultats des autres questions vues précédemment. De même que déclarer que l’Otan reste indispensable à la sécurité de la France n’est pas contradictoire avec la volonté que l’Europe ait sa propre alliance militaire, nous supposons que ce qui joue dans cette question est la précision très pratique « *d’assurer la sécurité de la France* » qui contraste avec les autres intitulés qui révèlent des orientations politiques plus abstraites.

On peut donc voir en cette volonté d’indépendance vis-à-vis des Etats-Unis la raison du soutien à la PESC et à la PESD, bien que certains intitulés de questions viennent infléchir les résultats. Les Français aimeraient que l’Europe joue un plus grand rôle en matière de diplomatie et de défense dans le monde, et semblent donc se rallier à la position de leur élite politique sur une « Europe-puissance ». Par exemple, de 2002 à 2005, selon le Transatlantic Trends, 87,5% des Français pensaient que l’Union européenne devrait devenir une superpuissance comme les Etats-Unis. La principale raison avancée à cela, à plus de 80%, est la volonté de coopérer efficacement avec les Etats-Unis, plutôt que de les concurrencer. Le fort soutien à la PESC et la PESD traduirait donc un souci d’équilibre dans les relations transatlantiques, plutôt qu’un rejet du lien transatlantique.

Il est toujours délicat d’interpréter les sondages et nous ne pouvons pas réduire l’opinion publique sur un sujet aux résultats d’une enquête. Il n’est pas question ici de le faire. Il n’est pas non plus question de revenir sur le débat quant à l’existence et la définition de l’opinion publique, et la valeur des sondages comme instrument de mesure. Cependant, les sondages sont le seul moyen que nous ayons d’avoir accès aux opinions des individus sur des sujets divers, hors élections et à grande échelle. Au-delà d’informations partielles, prises avec prudence, les études d’opinions nous font comprendre les arrière-plans affectifs et cognitifs, les motivations et les attitudes qui orientent le choix des individus.

Comme il l’a souvent été dit, les sondages ne sont qu’un instantané de l’opinion publique, et qui plus est, un instantané biaisé par divers éléments, à commencer par la formulation des questions, qui induiraient d’autant plus les réponses que le sujet est mal connu des interviewés. Il est souvent considéré que c’est le cas des questions de politique étrangère qui n’influencent que peu la vie des citoyens et auxquelles ces derniers ne s’intéressent par conséquent que très rarement, lors de crises internationales importantes par exemple. Ainsi, comme le précise Nathalie La Balme, il est communément admis que « *cette ignorance, voire cette indifférence, entraînerait dans le public des attitudes superficielles et versatiles face aux événements internationaux. Ces attitudes se traduiraient par des opinions instables puisque étrangères à tout système de valeurs explicites* » [La Balme, 2002]. Dans le même ordre d’idée, Converse note un décalage entre les opinions des élites – plus authentiques et cristallisées – et celles du public de masse qui manquent de stabilité et de cohérence. Ce décalage s’explique par la faiblesse de la structure des croyances politiques d’une large partie du public²⁴, alors que, du fait d’un plus grand intérêt, d’une meilleure qualité et d’un meilleur niveau d’information, les élites font preuve d’une certaine consistance idéologique dans leurs croyances politiques [Converse, 1964]. Ce décalage s’accroîtrait pour des questions moins familières et plus abstraites, pour lesquelles la dépendance à l’information pour se former une opinion est encore plus grande, telles que les questions de politique étrangère et de défense dont les individus font rarement directement l’expérience. Le manque d’intérêt rencontré chez la plupart des citoyens ne favoriserait pas une recherche d’informations sur le sujet, d’où des opinions peu stables, peu cohérentes et peu structurées.

²⁴ “We define a belief system as a configuration of ideas and attitudes in which the elements are bound together by some form of constraint or functional interdependence”, Ph. Converse, 1964.

Quand on examine les réponses aux questions concernant la PESD et la PESC comme nous l'avons fait plus haut, on ne peut s'empêcher d'y voir la trace d'opinions peu cohérentes, et peu structurées. Les Français sont à plus de 80% favorables à une politique de défense commune, mais seulement entre 50 et 60% favorables à une prise de décision au niveau européen, et ce soutien baisse encore lorsqu'il est fait référence à une véritable intégration en ce domaine. Nous avons dit que ces apparentes contradictions pouvaient s'expliquer par l'intitulé des questions, dont certaines ne pouvaient logiquement pas appeler d'autres résultats que ceux observés. Tel est le cas des questions qui soulignent qu'une politique étrangère et de défense véritablement intégrée pourrait vouloir dire que la France devrait se soumettre à des décisions qu'elle n'approuve pas. Si la façon dont une question est formulée a d'autant plus d'influence que le sujet sur lequel elle porte est mal maîtrisé par les interviewés, ce pourrait être finalement révélateur d'une absence d'opinions authentiques (non-attitudes). Par conséquent, les sondages portant sur ce thème relèveraient d'une situation « d'imposition de problématique » : « *Un des effets les plus pernicioseux de l'enquête d'opinion consiste précisément à mettre les gens en demeure de répondre à des questions qu'ils ne se sont pas posés* » [Bourdieu, 1973]. Dans ce cas, les 80% d'opinions favorables à la politique européenne de sécurité et de défense seraient à mettre sur le compte de réponses données « au hasard », les individus préférant cela plutôt que dire « je ne sais pas » [Converse cité par La Balme, 2002]. Ce seraient alors des résultats vides de sens, des artefacts, et il serait absurde de chercher à les expliquer par des liens de causalité...

Pourtant, même si les résultats peuvent varier d'une question à l'autre, les réponses dans le temps à une même question sont au contraire plutôt stables. De plus, comme nous l'avons souligné, si ces réponses prises dans leur ensemble peuvent manquer de cohérence, elles ne manquent pas de logique (c'est-à-dire, comme nous l'indiquions plus haut, que les résultats sont ceux attendus étant donné l'intitulé). En fait, la question générale « êtes-vous favorables à la politique européenne de défense commune ? » (ou tout autre question de cet ordre), contient toutes les autres, et les gens sont amenés à prendre position d'un coup sur un ensemble de problèmes qui peuvent se décliner en plusieurs questions ; quand tel est le cas, on observe alors des variations [Bourdieu, 1973]. Autrement dit, les interviewés, dans leurs réponses, ont réagi aux nouvelles informations qu'apportaient la question. On pourrait donc interpréter différemment cette difficulté à saisir l'opinion publique sur l'Europe de la défense : plus que le désintérêt, ce serait avant tout la faible visibilité du sujet – qui reste par conséquent abstrait et éloigné des préoccupations quotidiennes, d'autant que le pouvoir exécutif monopolise le débat dans ce domaine – qui empêcherait les individus d'arrêter leur opinion sur le sujet : ils manquent d'information pour saisir tous les enjeux sous-jacents à une question du type « êtes-vous favorables à une défense commune », mais si on les leur indique, leur opinion se nuance. Gagne-t-elle en consistance pour autant ?

On est en quelque sorte pris dans un cercle vicieux : les gens ne s'intéresseraient pas à l'Europe de la défense, donc il ne sert à rien d'en parler ; mais, si on n'en parle pas, ils ne peuvent être sensibilisés. Comme le note Nathalie La Balme, « *La qualité de l'opinion publique tend à refléter la qualité de l'information et des choix qui lui sont présentés [c'est-à-dire un facteur exogène]* » [La Balme, 2002]. Par conséquent, le fort taux d'opinions favorables à la défense commune soulignerait surtout le manque d'information sur le sujet, voire sa non-politisation. Par contre, si on s'intéresse avant tout aux questions précises portant sur les enjeux de l'Europe de la défense, on peut lire les résultats comme des indicateurs des limites à ne pas franchir dans la construction d'une défense européenne d'une part, et on peut supposer les motivations du soutien d'autre part. Ni authentiques, ni inexistantes, les opinions sur une politique étrangère et de défense commune sont dans un entre deux semblerait-il²⁵.

²⁵ Pour avoir une idée encore plus précise, il nous faudrait regarder sur le plus long terme les résultats de ces questions quand cela est possible (pour certaines questions générales, les données remontent jusque dans les années 1970) ; il nous faudrait aussi examiner les résultats de sondages plus ponctuels lors d'événements internationaux majeurs (crise du Kosovo, crise irakienne, référendum sur le traité constitutionnel européen, etc.)

durant lesquels on peut penser que l'opinion est plus mobilisée sur des enjeux parents à celui de l'Europe de la défense, et qui peuvent révéler des tendances ; il nous faudrait aussi pouvoir accéder aux ventilations des résultats ; d'autres thèmes, enfin, pourraient nous apporter davantage d'information sur les attitudes des individus sur ces questions en général (par exemple, l'opinion sur les budgets de défense, ou sur le type d'opérations que peuvent mener les armées, etc.).

Hypothèse : Des opinions influencées par la construction médiatique de la réalité

De l'analyse des enquêtes ci-dessus, nous avons tiré trois conclusions, que nous considérons comme provisoires pour le moment. La première conclusion concerne le rapport entre soutien à une politique européenne de défense et attachement à la construction européenne dans son ensemble qui suppose l'acceptation d'un transfert des compétences (pour ne pas parler de transfert de souveraineté). Nous avons conclu que lorsque les Français se déclarent à plus de 80% favorables à la PESD, ceci ne voulait pas dire qu'ils souhaitaient une plus grande intégration dans ce domaine, puisque c'est là que se trouve la première limite du soutien. On peut supposer deux choses ici : soit les personnes interrogées savent que la PESC et la PESD sont des politiques intergouvernementales ne remettant pas en cause les prérogatives étatiques, et c'est alors en connaissance de cause qu'elles se disent pour une défense européenne. Si elles sont favorables à ces politiques telles qu'elles sont menées actuellement, avec une prise de décision à l'unanimité, ceci explique aussi pourquoi leur soutien baisse quand il est fait l'hypothèse de plus d'intégration. Mais l'écart est tel que cette supposition nous semble peu vraisemblable, ou du moins, elle ne concerne vraisemblablement pas la majorité des interviewés. Soit, seconde supposition, au contraire, les personnes interrogées ne se représentent pas tous les enjeux sous-jacents à une question comme « êtes-vous favorables à une politique européenne de sécurité et de défense » – ce qui nous paraît plus vraisemblable – et ils réagissent à chaque question selon les éléments qui y sont avancés. Cependant, vu le taux de soutien, il faut bien que l'idée d'une défense commune ait une valeur positive aux yeux des individus, sans quoi ils ne pencheraient pas autant en sa faveur. Cela peut être dû à une perception floue de ce qu'a permis la construction européenne : la paix et la sécurité sur le continent. Ou alors – et c'était là notre seconde conclusion – il faut y lire la perception floue que la coopération européenne dans ces domaines permettrait de gagner en autonomie face à la domination des Etats-Unis en politique internationale. Dernière conclusion : la formulation des questions a de l'influence sur les réponses car c'est un sujet mal maîtrisé par les citoyens, d'autant que le débat est peu visible pour diverses raisons (un soi-disant manque d'intérêt de la population pour ces questions ; des enjeux qui dépassent les clivages partisans et sur lesquels les partis gouvernementaux s'accordent ; des domaines relevant des compétences de l'exécutif). Ce qui nous intéresse donc maintenant, c'est de passer au niveau individuel de l'analyse des opinions pour confronter ces conclusions à des discours du public sur l'Europe de la défense.

La position dominante en science politique soutient que la plupart des enjeux ne font pas beaucoup de sens pour une majorité du public, qui ne leur prête que peu d'attention et manque de connaissance. « *Virtually all political issues are beyond the range of personal experience. Low levels of awareness do not preclude political opinionation, however; most [people] can and do express policy preferences on a wide range of political issues. The challenge of public opinion research has been to reconcile the low levels of personal relevance and visibility of most political issues with the plethora of issues opinions [...] that large proportions of the population profess to hold* » [Iyengar, 1991]. C'est précisément ce « challenge » qui nous intéresse quand on examine les opinions sur l'Europe de la défense : si les individus manquent de connaissances dans ce domaine (qu'ils se sentent peu concernés et/ou que l'enjeu soit peu visible), sur quoi se fondent leurs opinions ? Quelles représentations ont-ils de ce qu'on appelle alternativement l'Europe de la défense, la politique européenne de sécurité et de défense, la défense commune, et d'où leur viennent ces représentations ?

Nous l'avons souligné à plusieurs reprises, l'Europe de la défense est un enjeu politique éloigné des préoccupations immédiates des citoyens. Le continent européen vit en paix, et aucune menace directe – à part le terrorisme peut-être – n'attire l'attention des individus sur ces questions. Ce n'est pas un enjeu domestique, tel que le chômage, la sécurité sociale, l'éducation, etc., mais un enjeu européen, c'est-à-dire de politique étrangère. Même si

l'Europe est de plus en plus présente dans la vie des Français, ce n'est pas un élément décisif de la vie politique, ce n'est par exemple pas un enjeu qui fera une élection. L'expérience directe, vécue, a peu de chances de servir de ressource pour la formation des opinions. C'est aussi une question de défense : à ce titre, le débat reste cantonné aux arènes du pouvoir, et en tant que domaine réservé de l'exécutif, ne perce que très peu dans l'espace public. En quelques mots, les citoyens n'ont que peu de prise sur ce sujet et ne sont pas associés aux prises de décision d'un enjeu qu'on pourrait qualifier « d'expert ». En dehors de crises internationales, dans lesquelles la France est amenée à intervenir, et durant lesquelles la capacité ou l'incapacité des membres de l'UE à agir de façon concertée se révèle, l'Europe de la défense reste un enjeu abstrait aux conséquences pratiques très floues. Selon le type d'enjeu, les individus vont utiliser différentes stratégies – qui associent l'expérience vécue, le sens commun et les médias en proportions différentes – pour lui donner du sens et ainsi se faire une opinion. Notre hypothèse est que, sur un enjeu comme l'Europe de la défense, il y a des chances que la stratégie utilisée soit une stratégie « culturelle », c'est-à-dire qui associe le sens commun et les discours médiatiques [Gamson, 1992].

En quoi les discours médiatiques sont-ils une ressource ? « *Think of each issue as a forest through which people must find their way. These are not, of course, virgin forests. The various frames in media discourse provide maps indicating useful points of entry, provide signposts at various crossroads, highlight the significant landmarks, and warn of the perils of other paths* » [Gamson, 1992]. C'est en construisant le sens d'un enjeu par le cadrage (*framing*) qu'ils en font, que les discours publics (médiatiques et politiques) vont guider les représentations qu'ont les citoyens de cet enjeu : « *media discourse can be conceived of as a set of interpretative packages that give meaning to an issue. A package has an internal structure. At its core is a central organizing idea, or frame, for making sense of relevant events, suggesting what an issue is* » [Gamson & Modigliani, 1989]. Si les cadres médiatiques influencent les représentations que se fait le public d'un enjeu, en l'occurrence la défense européenne, nous devrions commencer par les examiner.

L'Europe de la défense dans la presse française²⁶

Nous avons effectué une analyse des discours de la presse quotidienne nationale (PQN)²⁷ portant sur l'Europe de la défense depuis décembre 1991 pour trois raisons. Tout d'abord, c'est à cette date que le Traité de Maastricht a été signé transformant la Communauté Economique Européenne en Union (politique) européenne ; pour la première fois il est fait référence à une politique étrangère commune et est esquissée la perspective d'une politique de sécurité et de défense commune. Deuxièmement, 1991 marque aussi la fin de la guerre froide avec la dissolution du Pacte de Varsovie. Les Etats-Unis restent alors la seule grande puissance mondiale, modifiant l'équilibre international. De plus la question de l'avenir de l'Otan se pose, puisque sa raison d'être – la menace soviétique – n'existe plus. Les Américains vont-ils se désengager du territoire européen et laisser les pays du continent prendre eux-mêmes en charge leur sécurité ? Mais l'Europe n'a pas le temps de répondre à cette question car, troisièmement, la guerre revient à ses frontières dans les Balkans. C'est par

²⁶ Les remarques présentées succinctement ici sont reprises d'un papier présenté à l'occasion de la Midwest Political Science Association Annual Meeting (Chicago, Avril 2007) : « *Is European Defence a Public Issue ? Media Coverage of the ESDP in French National Newspapers* », qui lui-même reprenait les premiers résultats des recherches effectuées dans le cadre de mon travail doctoral.

²⁷ Nous avons commencé par la presse écrite pour notre étude des cadres médiatiques de l'Europe de la défense, car les discours de la presse sont généralement plus développés que ceux du journal télévisé, et influencent ces derniers. Ultérieurement, nous comparerons évidemment les deux. De plus, nous verrons plus loin que nous intéresser à la presse écrite a un intérêt pour la prochaine étape de notre protocole de recherche – l'interview de citoyens - car nous construirons notre échantillon sur la base de lecteurs de la presse vs. des personnes sans source d'information spécifique.

une intervention de l'Otan que la guerre en Bosnie prendra fin, les Européens étant incapables de gérer la crise par eux-mêmes, laissant paraître leurs lacunes en matière de défense.

Nous avons tenu à remonter jusqu'en 1991 aussi parce qu'il nous a semblé nécessaire d'étudier ces discours dans leur contexte historique, de souligner les progrès institutionnels et les débats autour de la mise en place de l'Europe de la défense, et enfin de mettre en lumière les différentes crises, et les opérations qui en ont découlé, qui ont rendu cet enjeu pour un temps visible. Cependant, lire la presse tous les jours depuis quinze ans serait un travail bien trop fastidieux. Aussi nous avons porté notre attention sur des « *critical discourse moments* » [Gamson, 1992], c'est-à-dire des moments où, du fait d'un événement, les efforts pour construire l'enjeu sont particulièrement perceptibles dans les médias. Nous avons dressé une liste d'une trentaine d'événements dont nous avons étudié la couverture sur une dizaine de jours dans la PQN (*Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*) : sommets européens (Nice, 1999), sommets transatlantiques (sommet Otan de Berlin, 1996), sommets bilatéraux (sommets franco-allemand de la Rochelle en 1992 et franco-britannique de Saint-Malo en 1998), crises internationales (Kosovo), opérations menées par l'UE (Artémis au Congo).

Trois rapides observations nous intéressent particulièrement ici. La première porte sur la visibilité de l'enjeu « Europe de la défense ». Comme nous avons étudié la couverture de « moments critiques » durant lesquels le sujet était particulièrement visible, il est difficile de tirer des conclusions générales. Cependant, nous pouvons tout de même conclure à une faible visibilité de l'enjeu en nous basant sur deux choses. Tout d'abord, les événements que nous avons retenus ne concernent que très rarement l'Europe de la défense elle-même : ce sont souvent des sommets européens au cours desquels d'autres questions sont traitées, des crises qui ont d'autres enjeux, etc. Quelle place est accordée à la PESD lorsque la presse couvre ces faits ? Des articles y sont-ils consacrés ou seulement quelques phrases dans des articles parlant d'autres questions à l'ordre du jour considérées comme plus importantes ? Fait-elle la « Une » ? Sur un corpus total de plus de 650 articles en quatorze ans²⁸ – ce qui n'est déjà pas beaucoup – elle n'est le principal sujet que de la moitié d'entre eux environ. Dans *Le Monde* et *Le Figaro*, elle apparaît en première page une quinzaine de fois sur toute la période ; une dizaine de fois dans *Libération*. Ensuite, rares sont les événements dont la défense européenne est le principal, voire le seul, objet : tel est par exemple le cas des opérations extérieures menées par l'UE. Or ces faits privilégiés pour construire le sens de ce projet européen sont à peine couverts (un à trois articles). L'Europe de la défense est donc peu visible mais le sujet est régulièrement abordé dans la presse.

Seconde observation, l'Europe de la défense reste un objet flou, « *un objet militaire non identifié* » pour reprendre une expression de l'ex-président de la Commission européenne, Jacques Delors. Elle recouvre beaucoup de réalités différentes. On parle aussi bien d'eupéanisation des armées nationales que de coopération entre pays européens ; de politique propre à l'UE, que d'un pilier européen au sein de l'Otan ou d'une réactivation de l'Union de l'Europe occidentale (UEO, bras armé de l'Europe créée en 1954) ; de missions humanitaires et d'opérations de maintien de la paix, de gestion de crise ou d'opérations à proprement parler de guerre ; d'une armée européenne (notamment avec la création de l'Eurocorps) ; de coopération industrielle. Ce n'est qu'à partir de 1999 (guerre du Kosovo, sommet d'Helsinki et de Nice) que les choses s'éclaircissent avec la mise en place de moyens propres à l'UE au sein de la PESD, mieux définie sans être pour autant plus visible.

Dernière observation, l'Europe de la défense est très majoritairement traitée sous l'angle des relations transatlantiques (UE/Etats-Unis/Otan). Selon Entman [2004], un cadre sélectionne et met en lumière certains aspects d'un événement ou d'un enjeu, établit des liens entre eux de façon à promouvoir une interprétation particulière, une évaluation et/ou une solution. Ce que nous appellerons le « cadre transatlantique » répond à ces critères. En dénonçant à la fois la faiblesse de l'Europe et la superpuissance américaine, la presse oriente les interprétations : la défense européenne devient un outil nécessaire au projet politique

²⁸ 245 dans *Le Monde*, 242 dans *Le Figaro*, 182 dans *Libération* à ce point de nos recherches.

européen pour faire de l'UE un pôle autonome de puissance égal aux Etats-Unis et sans lequel l'Union ne pourra défendre ses intérêts et ses valeurs. Des thèmes comme la dénonciation de « la vassalisation » de l'Europe aux Etats-Unis, du « manque d'Europe » sur la scène internationale, ou encore la vision d'un monde « multipolaire » viennent s'opposer à des visions de l'Europe de la défense soutenues par d'autres pays, notamment la Grande-Bretagne, la Pologne et les Etats-Unis eux-mêmes, qui au contraire dénoncent la concurrence qui s'installerait entre l'Alliance atlantique et la PESD. De plus, ce « cadrage transatlantique » est dominant dans les trois titres de la PQN, révélant un consensus national sur la façon dont est conçue la défense européenne. Il n'y a pas de cadrage concurrent au niveau français. La question du transfert de compétences est pratiquement absente des discours médiatiques.

Ces observations concordent avec nos conclusions provisoires. Tout d'abord, si le « cadrage transatlantique » est dominant, il est logique que dans les sondages, les résultats sur ce thème soient plus cohérents que ceux concernant la question du transfert des compétences, quasiment absente de la presse. Par ailleurs, l'absence de cadrage concurrent et le consensus dans les médias français sur le sens d'une défense européenne – pallier le manque d'Europe face aux Etats-Unis – explique le fort taux de soutien que rencontre l'Europe de la défense dans l'absolu, si c'est bien cette interprétation que les interviewés ont à l'esprit. Enfin, la faible visibilité de l'enjeu et le flou qui l'entoure explique pourquoi les interviewés réagissent aux différents intitulés des questions plus précises des enquêtes d'opinion, notamment celles qui portent sur le partage de compétences, plus techniques et quasi absentes du débat.

A première vue, on peut faire un lien entre les réponses aux enquêtes d'opinion et la couverture médiatique de l'Europe de la défense. Cependant, on l'a répété, c'est un objet peu visible ; et de plus, tout le monde ne lit pas la presse, loin s'en faut²⁹. La situation est donc paradoxale : l'Europe de la défense est un enjeu peu visible et mobilise peu l'attention des gens, pourtant les discours médiatiques les influenceraient. D'un autre côté, en dehors des médias (et du sens commun), quelle autre ressource auraient-ils à leur disposition ? En fait, nous nous accordons avec Lupia et McCubbins pour dire qu'une information limitée n'empêche pas de faire des choix raisonnés, il suffit d'avoir la capacité de prévoir les conséquences d'un choix [Lupia & McCubbins, 1998]. Il n'est pas besoin de savoir comment se forment les carriés pour savoir que si on ne se lave pas les dents, on en aura ! En ce sens les discours médiatiques peuvent servir d'indice pour se représenter les conséquences d'un choix, sans qu'il soit nécessaire de connaître tous les ressorts d'un enjeu. D'où l'intérêt d'une analyse en termes de « cadrage » : les journaux participent à la construction de la réalité, mais leur influence n'est pas pour autant immédiate et ne se limite pas aux lecteurs de la presse. Ils créent ce qu'on pourrait appeler un « environnement interprétatif » en quelque sorte, qui dépasse la sphère médiatique d'une part et l'enjeu lui-même d'autre part. Autrement dit, le public peut se former une opinion à partir de discours autres que ceux qui sont centrés sur l'Europe de la défense, et à partir de discours autres que ceux des médias. Mais ces discours trouvent malgré tout leur place dans « l'environnement interprétatif » construit par la presse sur la question, dans la mesure où cet « environnement interprétatif », même flou, les guide dans leurs choix en les éclairant sur les conséquences qui en découleraient. En quelques mots, si on confronte les sondages à la couverture médiatique (même si elle est faible et même si les gens sont peu intéressés), il semblerait que le « cadre transatlantique » rencontre un certain écho dans le public.

Réception et influence des médias sur le raisonnement politique

Maintenant que, d'une part, nous avons une meilleure idée de l'opinion des Français sur l'Europe de la défense et de la teneur des discours de la presse à propos de celle-ci, et que, d'autre part, nous retenons comme hypothèse de départ que ces opinions sont, au moins en

²⁹ En plus, si l'enjeu est peu visible dans la presse écrite, il y a des chances qu'il le soit encore moins dans la presse télévisée, source d'information d'un plus grand nombre de gens.

partie, dépendantes de la façon dont les médias construisent l'enjeu, nous pouvons passer au niveau individuel de l'analyse de ces opinions pour tester ce lien : lorsque les gens se déclarent favorables à une défense commune, est-ce au nom d'une volonté d'autonomie vis-à-vis des Etats-Unis comme le laissent présager les discours médiatiques et les sondages, ou mobilisent-ils d'autres considérations ? Et si oui, lesquelles ?

En effet, établir un lien entre le cadrage d'un enjeu dans la presse et les opinions sur cet enjeu – autrement dit, accepter qu'il y ait des effets des médias sur les opinions – ne nous dit cependant pas comment s'exerce cette influence. Il ne suffit pas que la presse tienne un discours pour que celui-ci soit unanimement accepté par les membres du public : pour reprendre la métaphore du chemin en forêt de Gamson, « *However, many people do not stick to the pathways provided, frequently wandering off and making paths of their own* », car les individus ne sont pas passifs face à un message, ils en négocient le sens à différents niveaux [Gamson, 1992]. Le discours des médias ne se substitue pas au raisonnement politique, il est une ressource, au même titre que l'expérience vécue, les groupes sociaux d'appartenance, l'attachement partisan, l'éducation, etc. C'est ici que le concept de « **réception** » prend toute son importance et vient compléter l'analyse en termes de cadrage pour appréhender de façon plus réaliste l'interaction qui se joue entre les médias et le public dans la construction du sens, et *in fine*, la formation des opinions.

Les études sur les médias ce sont toujours focalisées sur la notion « d'effets », et on pourrait résumer la situation ainsi : « *Au cours des ans, les recherches en communication de masse ont procédé à un va et vient entre des options diverses concernant l'importance des effets des mass-médias. Il est maintenant communément admis que ces options ont varié de façon cyclique, allant de l'idée d'effets puissants à celle d'effets faibles, et vice versa. Ceci dit, les caractéristiques de ces effets ont changé de façon substantielle : on est passé globalement d'effets spécifiques, directs et à court terme, à des effets diffus, indirects et à long terme. Dans le même temps, l'image du récepteur a changé. D'un récepteur passivement soumis à l'influence des messages, on est passé à un usager actif et sélectif vis à vis des contenus* » [Bruhn Jensen & Rosengren, 1992]. La notion de réception a toujours été présente dans les recherches en communication aux côtés de celle d'effet, mais elle était très floue et se limitait finalement à la question « qui lit/écoute/regarde quoi », et définir le « quoi » étant supposé aider à déterminer les effets. La notion de « réception » se réduit souvent à celle de la pratique culturelle « lire un journal », « regarder les informations télévisées », etc. Mais ce n'est pas seulement cela : c'est aussi une pratique symbolique de construction de sens.

C'est sur le terrain des méthodes que les études de réception – à la croisée des *Cultural Studies*, des « usages gratifications » et des études littéraires – déplacent le débat. Les chercheurs de ce courant affirment que ce n'est pas parce qu'il y a émission d'un message que celui-ci a des effets, ou du moins les effets désirés par l'émetteur. Une fois émis, le message échappe à son producteur, et c'est une fois reçu – c'est-à-dire lu ou entendu, compris, interprété et réapproprié – qu'il a des effets. Ils dénoncent les recherches en communication qui se sont focalisées jusqu'ici sur l'analyse de contenu des messages médiatiques pour en déduire les effets, ou sur des études quantitatives qui cherchaient à déduire les effets des médias de l'exposition des individus à leurs messages. Ainsi, ils mettent le public au centre de leurs recherches : « *Les analyses de réception se caractérisent avant tout par l'impératif qu'elles se donnent de procéder à des comparaisons empiriques entre le discours tenu par les médias et celui tenu par le public, entre la structure des contenus et celle de la réponse du public à ces contenus* » [Bruhn Jensen & Rosengren, 1992].

Basées sur la dyade texte/lecteur, les études de réception s'organisent autour de l'idée d'un récepteur actif dans le travail d'interprétation des messages qu'il reçoit. Le destinataire n'est plus réduit aux signes qui lui sont adressés dans un texte et les textes sont désormais rapportés au contexte de leur rencontre avec les usagers. Ce n'est pas vraiment la mort du *lector in fabula* (déduit à partir du texte) mais sa confrontation au lecteur réel qui caractérise

les études de réception. Ainsi, les études de réceptions partent des postulats que le sens d'un texte ne fait pas partie intégrante du texte – c'est-à-dire que le lecteur n'est pas un réceptacle passif – et que la lecture qui est faite de ce texte dépend des codes qu'activera le lecteur, qui ne sont pas nécessairement ceux de l'émetteur. La conclusion est que : « *La réception est le moment où les significations d'un texte sont constituées par les membres d'un public. Ce sont ces significations, et non pas le texte lui-même, et encore moins les intentions des auteurs, qui servent de point de départ aux chaînes causales menant aux différentes sortes d'effets* » [Dayan, 1992 (a)].

S'appuyant sur des recherches des *cultural studies*, les chercheurs soulignent que les codes auxquels font appel les récepteurs sont en partie socialement déterminés. L'acte même de recevoir un texte est une activité sociale, et en tant que telle, des facteurs sociaux (appartenance à des sous-groupes culturels notamment) guide l'activité d'interprétation du lecteur. Le public n'est donc pas une masse indistincte qui subirait le sens d'un texte de façon homogène ; mais chaque individu ne constitue pas à lui-seul un public, avec sa propre lecture d'un texte. Il existe plutôt des publics : « *It might be best to think of the audience less as an undifferentiated mass of individuals than as a complicated pattern of overlapping sub-groups and sub-cultures, within which individuals are situated* » [Morley, 1992]. Or, cette idée d'un lecteur socialement situé sous-entend qu'un lecteur n'arrive pas vierge face à un texte, ce n'est pas une cire molle qui attend d'être modelé par le message reçu. Au contraire, il y a du déjà-là, du fait de l'histoire personnelle et des interactions sociales vécues par le récepteur. Ce dernier a déjà des opinions, ou au moins des prédispositions qui viennent se confronter au sens d'un message.

Ce postulat d'un public actif se consolide par l'observation qu'un texte est rarement univoque, bien au contraire, il est polysémique. Le sens du texte n'est pas enfermé dans le texte, mais il est ouvert à interprétation. Parce qu'un message peut-être interprété différemment de ce qu'a voulu dire son émetteur (intention émettrice), les études de réception placent au centre de leurs préoccupations la notion de « **résistance** » du lecteur. Autrement dit, le message possède un sens dominant mais pas exclusif, car le décodage est aussi une opération de construction de sens. Trois positions hypothétiques peuvent être pensées : la position dominante (le lecteur intègre le sens du message) ; la position négociée (le lecteur reconnaît le sens général, abstrait du message, mais à un niveau plus limité, situé, il opère avec ses propres significations) ; la position oppositionnelle (le lecteur décode le message dans un autre cadre de référence). [Hall, 1994].

On voit mieux en quoi le concept de « réception » peut venir affiner une étude de l'influence des médias en termes de « cadrage ». Comme nous l'avons dit plus haut, le cadre n'impose pas un sens du problème au public, il construit un « environnement interprétatif » en mettant en lumière certains aspects d'un enjeu, en dressant des liens entre ces aspects et en proposant une certaine évaluation. Cet « environnement interprétatif » n'est évidemment pas sans lien avec le contexte culturel dans lequel évolue le public auquel il s'adresse. Le cadrage dominant n'est donc qu'une interprétation possible d'une situation, et qui dit « *frame* » dit souvent « *counter-frames* ». Ces derniers peuvent être l'œuvre d'autres sources médiatiques, mais ils peuvent être aussi l'œuvre du public lui-même. Ou sans aller jusqu'à construire un cadre concurrent, le public peut contester certains éléments du cadrage dominant. Par ailleurs, la notion de réception met en lumière une évidence parfois oubliée : pour qu'un cadre influence le public, il faut que celui-ci soit reçu. Cela ne suppose pas nécessairement un contact direct avec le message lui-même, mais suppose seulement d'être exposé au cadrage qui est fait d'un problème, ce qui peut se produire dans de nombreuses autres interactions sociales que celles de lecture de la presse ou écoute de la télévision : dîner entre amis ou en famille, conversation entre collègues, film d'actualité, etc.

La réception ne se réduit donc pas à la question « qui lit quoi » : c'est aussi une opération de construction de sens, d'interprétation et de réappropriation d'un texte par le

public, étape préalable à toute prise de position. « *Voters must be meaning-makers before they can be side-takers* » [Blumler, Dayan, Wolton, 1990]. Parce que centrées autour de cette notion d'interprétation, les études de réceptions ont largement privilégié les méthodes ethnographiques dans leurs recherches qui mêlent interviews et observation participante. Ceci comporte un risque dont il nous faut être conscient : à force de multiplier les travaux empiriques de cette sorte pour prouver à la fois la polysémie des textes et la résistance du lecteur, les études de réception se sont vidées de leur sens. La polysémie n'est plus structurée, elle est totale ; la résistance n'est plus une position parmi d'autres possibles, elle est systématique. Pour résumer, « à chaque récepteur sa lecture d'un texte ». La réception se réduit alors à l'instant *t* de la rencontre entre le lecteur (qui n'est plus socialement situé) et le texte (vide de sens puisque totalement polysémique). Finalement, peu importe la nature du message codé, puisqu'en dernier recours il y a le décodage. Ce qui reviendrait à dire que les médias n'ont aucun effet.

Pour éviter ce piège, nous ne devons pas laisser de côté les deux aspects de la réception dans nos futurs protocoles de recherches. Tout d'abord, c'est une pratique culturelle socialement située : de nombreuses études ont montré que la lecture de la presse, par exemple, dépendait du degré d'intérêt pour la politique et du sentiment de compétence politique, eux-mêmes dépendants de la position sociale, du niveau d'éducation, etc. Ensuite, c'est une pratique symbolique de construction de sens socialement située : non seulement l'appartenance à des groupes socio-culturels est une ressource dans le décodage de l'information, mais en plus elle détermine en partie les prédispositions, c'est-à-dire les opinions déjà là quand le récepteur est confronté à l'information. Les médias ne nous disent pas quoi penser, ils proposent une interprétation. Ils sont donc une ressource pour le citoyen qui cherche à appréhender un enjeu et donner son avis (qu'il soit sollicité – sondages, vote – pour le faire ou non). En fonction de ce qu'on pourrait appeler son *background* social, le citoyen ne fait pas le même usage des discours médiatiques.

Conclusion : proposition d'un protocole de recherche

Pour conclure, nous aimerions présenter les prochaines étapes de nos recherches en fonction de tout ce qui a été dit ci-dessus. Comme nous l'avons expliqué, s'intéresser à la réception des discours médiatiques c'est avant tout s'intéresser à l'interprétation qu'en fait le public. Pour cette raison, notre étude sur l'utilisation des médias comme ressource dans le raisonnement politique serait incomplète sans des interviews en profondeur. Pour former notre échantillon, nous partons du postulat que tout le monde ne lit pas la presse, et que ceux qui la lisent ont un « avantage » dans l'appréhension de l'Europe de la défense, ayant logiquement plus de chances d'avoir été exposés à sa couverture médiatique. Autrement dit, le cadrage de la presse a plus de chances d'influencer des lecteurs que des non-lecteurs. Aussi, une partie de notre échantillon sera constituée de lecteurs des trois titres de la PQN et de personnes que nous dirons « sans source d'information spécifique ». Ceci nous permettra de savoir si le cadrage qui est fait de la défense européenne influence les citoyens au-delà du cercle restreint du public des journaux – et si oui, comment.

Nous avons aussi fait une remarque concernant la couverture médiatique de la PESD : le « cadrage transatlantique » dominant révélait un consensus national. En effet, cet enjeu – du fait de sa nature européenne – se caractérise par un débat transnational. Si au niveau de la France, l'élite politique partage la même vision, cette vision s'oppose à celle d'autres pays européens. Il nous semblerait que notre travail sur le rapport entre presse et formation des opinions serait incomplet si on ne prêtait pas attention aux positions de nos voisins. Nous compléterons donc notre analyse avec une étude de la presse britannique et allemande, ainsi

que par une comparaison des sondages dans ces pays sur ces questions³⁰. Nous avons choisi le Royaume-Uni et l'Allemagne pour deux raisons : ce sont des pays qui au niveau européen ont beaucoup de poids ; ce sont des pays qui ne partagent pas notre vision des relations transatlantiques.

³⁰ Ce travail devrait être facilité par le fait que de nombreux sondages – Eurobaromètre, Transatlantic Trends et IPSOS-EADS – ont été menés dans ces pays. Mais nous nous intéresserons aussi à des sondages strictement nationaux.

BIBLIOGRAPHIE

1) Ouvrages principaux

ENTMAN Robert M., *Projections of Power. Framing News, Public Opinion and U.S Foreign Policy*, Chicago: The University Press of Chicago, 2004, 229 p.

GAMSON William A., *Talking Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1992, 272 p.

GERSTLÉ Jacques, *La communication politique*, Paris : Armand Colin, 2004, 297 p.

IYENGAR Shanto, *Is Anyone Responsible? How Television Frames Political Issues*, Chicago: The University of Chicago Press, 1991, 195 p.

LAZARSFELD Paul F., BERELSON Bernard R., GAUDET Hazel, *The People's Choice. How the Voter Makes up His Mind in a Presidential Campaign*, New York: Columbia University Press, 3^d edition, 1968, 178 p.

BRUHN JENSEN Klaus, *Making Sense of the News: Towards a Theory and an Empirical Model of Reception for the Study of Mass Communication*, Aarhus: Aarhus universitetsforlag, 1986, 392 p.

MORLEY David, *Television, Audiences and Cultural Studies*, London: Routledge, 1992, 325 p.

MUTZ Diana C., *Impersonal Influence. How Perceptions of Mass Collectives Affect Political Attitudes*, New York: Cambridge University Press, 1998, 334 p.

NEUMAN W. Russell, JUST Marion R., CRIGLER Ann N., *Common Knowledge. News and the Construction of Political Meaning*, Chicago: The University of Chicago Press, 1992, 172 p.

ZALLER John R., *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge: Cambridge University Press, 1992, 367 p.

2) Influence des médias et de la communication politique

BLUMLER Jay G., DAYAN Daniel, WOLTON Dominique, « West European Perspectives on Political Communication: Structures and Dynamics », *European Journal of Communication*, vol. 5 (2/3), 1990, pp. 261-284.

BREWER Paul R., « Framing, Value Words, and Citizens' Explanations of their Issue Opinions », *Political Communication*, vol. 19 (3), July 2002, pp. 303-316.

ENTMAN Robert M., « Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm », *Journal of Communication*, vol. 43 (4), 1993, pp. 51-58.

ENTMAN Robert M., « How the Media Affect What People Think: An Information Processing Approach », *Journal of Politics*, vol. 51 (2), May 1989, pp. 347-370.

GAMSON William A., MODIGLIANI Andre, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power: A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, vol. 95 (1), July 1989, pp. 1-37.

GERSTLÉ Jacques (dir.), *Les effets d'information en politique*, Paris : l'Harmattan : Logiques Politiques, 2001, 378 p.

HALL Stuart, « Une analyse symbolique-interactionniste de la politique », in PADIOLEAU Jean-Gustave (dir.), *L'opinion publique*, Paris : Mouton, EHESS, 1981, pp. 287-335.

KATZ Elihu, « A propos des médias et de leurs effets », in SFEZ Lucien & COUTLÉE Gilles (dir.), *Technologies et symboliques de la communication*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble, 1990, pp. 273-282.

KATZ Elihu, « La recherche en communication depuis Lazarsfeld », *Hermès* n °4, *Le nouvel espace public*, Paris : CNRS Éditions, 1989, pp. 77-92.

KATZ Elihu, « Les deux étages de la communication » (The two-step flow of communication), in BALLE Francis & PADIOLEAU Jean-Gustave (éds.), *Sociologie de l'information : textes fondamentaux*, Paris : Larousse, 1972, pp. 285-304.

KINDER Donald R., « Communication and Politics in the Age of Information », in SEARS David O., HUDDY Leonie, JERVIS Robert (eds.), *Oxford Handbook of Political Psychology*, New York: Oxford University Press, 2003, pp. 357-393.

KINDER Donald R., « Communication and Opinion », *Annual Review of Political Science*, vol. 1, 1998, pp. 167-197.

LEGAVRE Jean-Baptiste (dir.), *La presse écrite : objets délaissés*, Paris : l'Harmattan, 2004, 349 p.

MATTELART Armand et Michèle, *Histoire des théories de la communication*, Paris : La Découverte : Repères, 1995, 124 p.

NELSON Thomas E., OXLEY Zoe M., « Issue Framing Effects on Belief Importance and Opinion », *Journal of Politics*, vol. 61 (4), November 1999, pp. 1040-1067.

PRICE Vincent, ZALLER John R., « Who Gets the News? Alternative Measures of News Reception and their Implications for Research », *Public Opinion Quarterly*, vol. 57 (2), 1993, pp. 133-164.

SCHEUFELE Dietram A., « Agenda-Setting, Priming and Framing Revisited: Another Look at Cognitive Effects of Political Communication », *Mass Communication and Society*, vol. 3 (2 & 3), 2000, pp. 297-316.

SCHEUFELE Dietram A., « Framing as a Theory of Media Effects », *Journal of Communication*, vol. 49 (1), 1999, pp. 103-122.

TABER, Charles S., « Information Processing and Public Opinion », in SEARS David O., HUDDY Leonie, JERVIS Robert (eds.), *Oxford Handbook of Political Psychology*, New York : Oxford University Press, 2003, pp. 433-476

TICHENOR P. J., DONOHUE G. A., OLIEN C. N., « Mass Media Flow and Differential Growth in Knowledge », *Public Opinion Quarterly*, vol. 34 (2), 1970, pp. 159-170.

TUCHMAN Gaye, *Making News: A Study in the Construction of the Reality*, New York: New York Free Press, 1978, 244 p.

3) Opinions, attitudes et comportements politiques

CONVERSE Philip E., « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », in APTER David E. (ed.), *Ideology and Discontent*, NY: Free Press, 1964, pp. 206-261.

BOURDIEU Pierre, « L'opinion publique n'existe pas », *Temps Modernes*, 29 (318), janvier 1973, pp. 1292-1309.

DRUCKMAN James N., LUPIA Arthur, « Preference Formation », *Annual Review of Political Science*, vol. 3, 2000, pp. 1-24.

EICHENBERG, Richard C., « The Poll-Trends. Having it Both Ways: European Defense Integration and the Commitment to NATO », *Public Opinion Quarterly*, vol. 67, pp. 627-659.

GAXIE Daniel, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52 (2/3), 2002, pp. 145-178.

GAXIE Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris : Editions du Seuil, 3^{ème} édition, 1978, 268 p.

KERNIC Franz, CALLAGHAN Jean, MANIGART Philippe, *Public Opinion on European Security and Defense: A Survey of European Trends and Public Attitudes toward CFSP and ESDP*, in cooperation with the GEORGE C. Marshall European Center for Security Studies, Frankfurt am Main ; Berlin ; Bern (etc.) : Peter Lang, 2002, 135 p.

KROSNICK Jon A., MILBURN Michael A., « Psychological Determinants of Political Opinionation », *Social Cognition*, vol. 8 (1), 1990, pp. 49-72.

KUKLINSKI James H. (ed.), *Citizens and Politics. Perspectives from Political Psychology*, Cambridge: Cambridge University Press, 2001, 520 p.

LA BALME Nathalie, *Partir en guerre. Décideurs et politiques face à l'opinion publique*, Paris : Editions Autrement, 2002, 137 p.

LUPIA Arthur, McCUBBINS Mathew D., *The Democratic Dilemma: Can Citizens Learn What They Need to Know?*, New York: Cambridge University Press, 1998, 282 p.

NACOS Brigitte L., SHAPIRO Robert Y., ISERNIA Pierangelo (eds.), *Decision making in a Glass House: Mass Media, Public Opinion and American and European Foreign Policy in the 21st Century*, Lanham, Md.: Rowman and Littlefield, 2000, 361 p. Paris I

SEARS David O., « The Persistence of Early Political Predispositions », in WHEELER Labb & SHAVER Phillip (eds.), *Review of Personality and Social Psychology*, vol. 4, Beverly Hills, California: Sage Publications, 1983, pp. 79-116.

4) Réception et Cultural Studies

BECKER Lee B., KOSICKI Gerald M., « Understanding the Message-Producer/Message-Receiver Transactions », *Research in Political Sociology*, vol. 7, 1995, pp. 33-62.

BRUHN JENSEN Klaus, ROSENGREN Karl Erik, « Cinq traditions à la recherche du public », *Hermès*, n°11-12, *A la recherche du public*, Paris : CNRS Editions, 1992, pp. 281-310.

CHARPENTIER Isabelle (dir.), *Comment sont reçues les œuvres ? Actualités des recherches en sociologie de la réception et des publics*, Paris : Creaphis, 2006, 288 pp.

CORNER John, « Sens, genre et contexte. La problématique du 'savoir public' dans les nouvelles études de la réception », *Réseaux*, n°79, sept.-oct. 1996.

CORNER John, « Genres télévisuels et analyse de la réception », *Hermès*, n° 11-12, *A la recherche du public*, Paris : CNRS Editions, 1992, pp. 117-124.

CURRAN James, « La décennie des révisions. La recherche en communication de masse des années 80 », *Hermès*, n°11-12, *A la recherche du public*, Paris : CNRS Editions, 1992, pp. 47-74.

DAHLGREN Peter, « Television Journalism as Catalyst », *Hermès*, n° 11-12, *A la recherche du public*, Paris : CNRS Editions, 1992, pp. 177-190.

DAHLGREN Peter, « Les actualités télévisées. A chacun son interprétation », *Réseaux*, n°44-45, nov-déc. 1990, pp. 297-312.

DAYAN Daniel (a), « Les mystères de la réception », *Le Débat*, n°71, sept.-oct. 1992, pp. 146-162.

DAYAN Daniel (b), « Raconter le public », *Hermès*, n° 11-12, *A la recherche du public*, Paris : CNRS Editions, 1992, pp. 15-21.

DAYAN Daniel (c), « Enjeux et débats », *Hermès*, n° 11-12, *A la recherche du public*, Paris : CNRS Editions, 1992, pp. 27-30.

FISKE John, *Television Culture*, London: Routledge, 1991, 353 p.

GHIGLIONE Rodolphe, « La réception des messages. Approches psychosociologiques », *Hermès*, n° 11-12, *A la recherche du public*, Paris : CNRS Editions, 1992, pp. 247-264.

HALL Stuart, « Codage/Décodage », *Réseaux*, n°68, nov-déc. 1994.

HAUDEGAND Nelly, *La réception par leurs publics des émissions politiques à la télévision*, Mémoire de DEA à l'IEP de Paris, 1997, sous la direction de Mr Le Professeur P. Favre.

JAUSS Hans Robert, *Pour une esthétique de la réception*, Paris : Gallimard, 1978, 305 p.

LEENHARDT Jacques, « Théorie de la communication et théorie de la réception », *Réseaux*, n° 68, nov-déc. 1994.

LE GRIGNOU Brigitte, « Les périls du texte », *Réseaux*, n°80, nov-déc. 1996, pp.108-126.

LE GRIGNOU Brigitte, NEVEU Erik, « Emettre la réception. Préméditations et réceptions de la politique télévisée », in BÉAUD Paul, FLICHY Patrice, PASQUIER Dominique, QUÉRÉ Louis (dir.), *Sociologie de la communication*, Paris : « Réseaux » CNET, 1997, pp. 751-771.

LIVINGSTONE Sonia M., « The Rise and the Fall of Audience Research. An Old Story with a New Ending », *Journal of Communication*, vol. 43 (4), 1993, pp. 5-12.

LIVINGSTONE Sonia M., LUNT Peter, « Un public actif, un téléspectateur critique », *Hermès*, n°11-12, *A la recherche du public*, Paris : CNRS Editions, 1992, pp. 145-157.

MATTELART Armand, NEVEU Erik, « Cultural Studies Stories », *Réseaux*, n°80, nov-déc 1996.

MORLEY David, « Active Audience Theory: Pendulums and Pitfalls », *Journal of Communication*, vol. 43 (4), 1993, pp. 13-19.

MORLEY David, « La 'réception' des travaux sur la réception. Retour sur *Le public de Nationwide* », *Hermès*, n°11-12, *A la recherche du public*, Paris : CNRS Editions, 1992, pp. 31-46.

MORLEY David, « The *Nationwide* Audience. Structure and Decoding », *British Film Institute Television Monographs*, n°11, London, BFI, 1980.

PASQUIER Dominique, « Les travaux sur la réception. Introduction », in BÉAUD Paul, FLICHY Patrice, PASQUIER Dominique, QUÉRÉ Louis (dir.), *Sociologie de la communication*, Paris : « Réseaux » CNET, 1997, pp. 735-747.

QUÉRÉ Louis, « Faut-il abandonner l'étude de réception ? », *Réseaux*, n°79, sept-oct 1996.

SCHRODER Kim C., « Vers une convergence de traditions antagonistes ? Le cas de la recherche sur le public », in BÉAUD Paul, FLICHY Patrice, PASQUIER Dominique, QUÉRÉ Louis (dir.), *Sociologie de la communication*, Paris : « Réseaux » CNET, 1997, pp. 773-792.

WOLF Mauro, « L'analyse de la réception et la recherche sur les médias », *Hermès*, n° 11-12, *A la recherche du public*, Paris : CNRS Editions, 1992, pp. 275-279.

WREN-LEWIS Justin, « The Encoding/Decoding Model: Criticisms and Redevelopments for Research on Decoding », *Media, Culture and Society*, vol. 5 (1), pp. 179-197.